



HAL
open science

Militer pour de la dignité des étrangers, l'action du CLAPEST en Alsace

Nicolas Monod

► **To cite this version:**

Nicolas Monod. Militer pour de la dignité des étrangers, l'action du CLAPEST en Alsace. Michel Hastings; Anne Kerlan; Bénédicte Héraud. Le sens pratique de l'hospitalité. Accueillir les étrangers en France, 1965-1983, CNRS éditions, 2021, 978-2-271-13303-8. halshs-04439919

HAL Id: halshs-04439919

<https://shs.hal.science/halshs-04439919>

Submitted on 5 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Militer pour de la dignité des étrangers, l'action du CLAPEST en Alsace

Nicolas Monod

Correspondant de l'IHTP pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Fondé en 1970, le CLAPEST, Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion des immigrés dans la région de l'EST, est né de la volonté de quelques militants associatifs d'accroître l'efficacité ainsi que la visibilité de leur action dans une région – l'Alsace – qui s'ouvre alors largement à l'appel d'une main d'œuvre étrangère. À partir de l'étude de son bulletin, *Hôtes en Alsace*, puis en nous fondant sur les autres archives consultées (rapports d'activité, comptes rendus de réunion, articles...)¹, nous nous proposons de montrer comment ce comité de liaison a été conçu comme une structure destinée à optimiser le travail et la notoriété des associations œuvrant à l'alphabétisation des travailleurs étrangers à une époque où la question migratoire n'émerge que lentement dans le débat public. Or très vite, dans un contexte où le tarissement des nouvelles arrivées, couplé au regroupement familial, modifie profondément la composition sociologique du phénomène migratoire, les questions relatives à l'alphabétisation des épouses et des mères de famille, à la scolarisation des enfants et des adolescents mais aussi aux conditions de logement élargissent considérablement le champ et la nature des actions entreprises, faisant du CLAPEST un interlocuteur et un acteur pleinement engagé dans le débat public. Notre étude est également l'occasion de réfléchir à l'engagement bénévole des militants ; ces citoyens dont l'action a permis de rendre concrètes toutes les facettes de l'accueil. Nous montrerons que le ressort principal de cet engagement repose sur le projet de restaurer la dignité de l'étranger, posture éminemment morale, et qui s'inscrit dans les dynamiques sociales en faveur d'une lutte pour la reconnaissance dont Axel Honneth a montré la centralité dans les sociétés démocratiques contemporaines². Mais la dignité est aussi celle des accueillants eux-mêmes dont l'engagement bénévole participe à l'élaboration d'une véritable identité accueillante³.

¹ Les Archives du CLAPEST sont déposées aux Archives Départementales du Bas-Rhin mais ne sont malheureusement pas encore cotées ni accessibles. C'est pourquoi nous exprimons toute notre reconnaissance à Jocelyn Perradin, et à l'ensemble de ses collègues archivistes qui ont bien voulu les mettre à notre disposition. Que soit aussi vivement remercié Pierre Greib, président du CLAPEST entre 1983 et 2012, pour l'entretien qu'il a aimablement consenti à nous accorder en juillet 2018.

² Honneth A., *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

³ Savadogo M., « Dignité et engagement », *Diogène*, n° 253, 2016, p. 54-61.

Former des acteurs de l'accueil en Alsace, le cœur de mission du CLAPEST

Le 25 avril 1970, se réunissent à l'Aumônerie Universitaire Protestante de Strasbourg une poignée de militants issus de 13 associations, très différentes les unes des autres, par leur taille, leur notoriété, leur ancrage local, régional ou national ou encore par leur nature confessionnelle ou non. Toutes sont néanmoins engagées dans l'organisation de cours d'alphabétisation proposés aux travailleurs immigrés⁴. L'objet de la réunion est de créer une structure commune que l'on baptise aussitôt CLAP-EST⁵. Le nom s'inspire directement du modèle national existant : le CLAP. Né en décembre 1967, à Paris, le Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion, était l'aboutissement d'une réflexion engagée par 30 associations confrontées à des difficultés pour recruter des enseignants bénévoles et les former⁶. Ses objectifs étaient ambitieux : développer l'alphabétisation des travailleurs étrangers et des personnes « culturellement à l'écart de la société » afin de favoriser leur promotion sociale et professionnelle⁷. Il lui fallait du coup susciter, partout où le besoin s'en était fait sentir, des comités régionaux⁸. En Alsace, le nouvel organisme se veut à la fois pratique – coordonner les formations – et militant : faire prendre conscience à l'opinion publique que la présence à l'époque de 75 000 immigrés sur son territoire n'était pas une parenthèse mais devait être pleinement assumée⁹.

Le principal point commun des associations fondatrices est cette conviction partagée que la maîtrise de la langue française est non seulement la condition *sine qua non* de la dignité de l'étranger mais aussi l'indispensable vecteur de sa promotion, de son émancipation et de son

⁴ En réalité, seulement sept d'entre elles valideront les statuts : les *Amis du Foyer de l'Etudiante*, le *CEAS*, *Contact & Promotion*, *Groupe Alpha Meinau*, *Hommes et Migrations*, *Secours Catholique*, *SCI*. En juin, *Vie Nouvelle* vient se rajouter la liste puis en octobre *La CIMADE*. Le *CASTRAMI* n'entre officiellement qu'en 1971. Voir Cuhe F.-X. « 1970-1980, 10 années CLAPEST », *Hôtes en Alsace*, 37, février 1980.

⁵ Archives Départementales du Bas Rhin (AD67), PV de l'AG constitutive du Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion de la région de l'Est (C.L.A.P.-Est).

⁶ À l'origine, ce sont les commissions *Alphabétisation* de la Fédération des Associations de Solidarité des Travailleurs Immigrés (FASTI), issue des rangs de la gauche chrétienne et du Parti Socialiste Unifié (PSU) en réaction aux conditions d'accueil et de traitement faites aux immigrés, notamment dans les bidonvilles de la région parisienne, qui avaient engagé une réflexion pour optimiser la collaboration entre les organismes d'alphabétisation et les associations, en lançant notamment une campagne de presse commune pour recruter des moniteurs. Le 6 décembre 1967, ces mêmes associations tenaient l'Assemblée constitutive du Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion.

⁷ Recollement détaillé du fonds du Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion Ile de France (CLAP IDF), 1971-2002, 2007, accessible en ligne <http://generiques.org/images/pdf/inventaires/7.pdf>.

⁸ *Ibidem*. En 1977, l'adhésion du CLAPEST au CLAP est actée même si l'association alsacienne conserve son entière autonomie au même titre que tous les autres membres du Comité de Liaison national. Rapport d'activité publié dans par *Hôte en Alsace*, 22, août 1977 ainsi que mon entretien avec Pierre Greib à Strasbourg, le 4 juillet 2018.

⁹ Fortier J., « Immigrés, l'œuvre du CLAPEST », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 13 mai 1995.

intégration. Les cours d’alphabétisation sont alors dispensés prioritairement dans les grandes villes, là où se trouvent les étrangers ainsi que les associations susceptibles de les organiser. Ces dernières mobilisent des moyens humains significatifs. Ainsi, au cours de l’année 1971-1972, un millier d’adultes suivent une formation de français, dispensée par près de 350 moniteurs, répartis dans une quarantaine de cours, les trois-quarts situés dans le Bas-Rhin, à commencer par l’agglomération strasbourgeoise¹⁰. Sept ans plus tard, en 1979, les associations membres assurent annuellement plus de 6000 heures d’enseignement linguistique¹¹, en dépit de « l’extrême difficulté à trouver des locaux et des horaires malcommodes » – souvent en soirée – ce qui constitue un obstacle de taille à « l’intensification de ces activités de formation¹² ».

Les cours sont avant tout des occasions de contacts humains privilégiés, ce que confirme le témoignage d’Alexandrine, enseignante de l’association *Arc en Ciel*¹³ en 1980 :

Les cours commencent à 20 heures mais on bavarde en attendant les retardataires, on discute. Il y a ceux qui viennent surtout pour rencontrer des copains – moniteurs ou stagiaires – et ceux qui veulent arriver à un résultat rapide [...]. Alors, on essaie de trouver une organisation qui peut satisfaire les uns et les autres¹⁴.

Ces moments d’échange et de rencontre sont toujours appréciés par ces bénévoles qui se sentent ainsi utiles en dépit des difficultés auxquelles ils sont de plus en plus confrontés. En effet, ils doivent composer avec un public très hétérogène de par ses origines et ses motivations, ce qui les oblige chaque fois à s’adapter, à imaginer de nouvelles stratégies et à improviser. C’est pourquoi beaucoup d’entre eux sont en demande de « modèle de leçons » et expriment le besoin d’une formation très concrète¹⁵.

C’est ainsi que le CLAPEST promeut la réalisation de fiches pratiques à l’intention de ceux qui débutent et organise, en début d’année scolaire, des rencontres entre anciens et nouveaux moniteurs. Il multiplie d’autre part les contacts entre les différents groupes d’alphabétisation de la région, afin de mieux recenser les besoins et de réfléchir à des réalisations communes. Mais cela ne suffit pas. Le principal enjeu reste en effet l’organisation d’une formation de base pour ceux qui débutent. Il s’agit de ne pas laisser le moniteur isolé au risque de le voir se décourager et démissionner. Les sessions se déroulent le plus souvent sous forme de quelques

¹⁰ AD67, Rapport d’activité rédigé par Jean-Paul Nadreau en octobre 1972.

¹¹ « Dix ans de CLAPEST, la main tendue », *Dernières Nouvelles d’Alsace*, 18 mars 1980.

¹² Rapport d’activités rédigé en juin 1977 pour l’année juin 76 - mai 77, *Hôtes en Alsace*, 22, Août 1977.

¹³ *Arc en Ciel*, association constitutive du CLAPEST, initialement nommée *Amis du Foyer de l’Etudiante*.

¹⁴ « Dix années Clapest », *Hôtes en Alsace*, 37, février 1980.

¹⁵ AD67, PV de l’Assemblée Générale du CLAPEST, jeudi 11 juin 1970.

week-ends par an, consacrés au perfectionnement technique et pédagogique ainsi qu'à la sensibilisation aux problèmes sociaux¹⁶. Quant aux moniteurs plus expérimentés, ils peuvent bénéficier de rencontres thématiques, notamment consacrées à une activité de recherche appliquée en phonétique, en linguistique ou en sociologie. Des personnalités extérieures – universitaires, assistantes sociales – sont alors conviées. Le but est notamment d'éclairer sur la nature des difficultés des allophones dans l'apprentissage du français.

Ces initiatives sont aussi l'occasion pour les moniteurs issus des différentes associations de se retrouver. Durant ces temps d'échange, chacun peut évoquer les problèmes auxquels il est confronté et tous peuvent réfléchir collectivement aux réponses à apporter pour les résoudre. C'est l'opportunité de s'interroger sur les méthodes pédagogiques employées, sur lesquelles le CLAPEST a engagé depuis longtemps une véritable réflexion. En effet, constatant un « manque d'imagination pédagogique assez généralisé », son président Jean-Paul Nadreau préconise dès 1970 de se montrer plus ambitieux tant dans le choix des méthodes, jugées trop peu innovantes que dans la mise en œuvre didactique¹⁷. Le message est reçu. Dès cette époque, on cherche à introduire des techniques audio-visuelles dans l'enseignement du français parlé. Une bibliothèque commune est mise sur pied pour faciliter les échanges entre les associations tandis que le CLAPEST investit dans l'acquisition de magnétophones. Par ailleurs, en s'inspirant des méthodes du CREDIF¹⁸, des moniteurs strasbourgeois se chargent de concevoir une quarantaine de leçons qu'ils testent avec succès dans une douzaine de cours à Strasbourg puis à Mulhouse, tandis que d'autres cherchent à approfondir les techniques d'expression¹⁹.

Susciter et promouvoir l'engagement bénévole, un enjeu capital

Le levain de toutes ces associations, ce sont bien ces femmes et ces hommes qui les font vivre, qui agissent sur le terrain et qui, bénévolement, consacrent une partie de leur temps libre à cet engagement. Si celui-ci contribue sans aucun doute à construire leur identité, leur réseau de

¹⁶ AD67, Rapport moral présenté à l'Assemblée Générale par Jean Richert, 22 octobre 1971. En 1983, le CLAPEST a organisé sept week-ends de formation initiale, soit 77 heures et cinq week-ends de formation spécialisée.

¹⁷ AD67, Longtemps, le support pédagogique reste limité à un manuel de lecture-écriture « *Lire en Français* » et un manuel de langage « *Le français par l'amitié* », peut-on lire dans le rapport d'activité rédigé en octobre 1972 par le président Jean-Paul Nadreau qui déplore par ailleurs cette relation asymétrique entre « celui qui ne sait pas » et celui qui est « censé tout savoir ».

¹⁸ CREDIF : Centre de Recherche et d'Etude pour la Diffusion du Français, créé en 1959 et dissout en 1996.

¹⁹ *Ibidem*. La méthode est intitulée « *Dialogues illustrés* » de Strasbourg. Elle fait rapidement ses preuves auprès d'un public débutant dans l'apprentissage du langage oral.

sociabilités, ainsi qu'à donner quelque part sens à leur existence, il se nourrit aussi de motivations – forcément diverses – et permet de mesurer tous les ressorts de ces trajectoires de l'accueil²⁰. Qu'est-ce qui pouvait ainsi inciter des citoyens, nonobstant leurs convictions politiques, philosophiques ou religieuses, à s'engager en faveur des travailleurs étrangers et de leurs familles, parfois très tôt, à un moment où la question migratoire restait dans les limbes du débat public et des préoccupations des politiques ? Une réflexion sur les motivations du bénévole est engagée très tôt. L'idée est de mieux assurer la pérennité de leur engagement. Ainsi, le compte rendu d'une rencontre entre moniteurs de cours d'alphabétisation organisée par le CLAPEST le 16 mars 1976, dans les locaux de l'association *Arc en Ciel* à Strasbourg note :

On ne peut qu'être surpris en entendant chacun dire son histoire personnelle, exprimer les sources de ce désir profond de solidarité. Souvent, c'est la découverte de situations racistes qui a déclenché cette forme d'engagement. Parfois, aussi, c'est la découverte de structures d'injustice ou tout simplement le désir de « faire quelque chose », avec d'autres²¹.

Assurément, s'engager, c'est apporter son concours à une œuvre collective et donc agir « avec d'autres ». La part de ce « faire ensemble », cette capacité à partager et de participer à une action commune, est reconnue comme essentielle. Il s'agit bien de vivre un engagement à plusieurs et par là même de nouer des liens d'amitié durables, source d'épanouissement personnel²². Un autre ressort important est à rechercher du côté de cette forte sensibilité pour la situation des migrants, souvent considérée comme indigne ; cette propension à l'empathie, qui trouve son origine dans une éducation et une culture d'ouverture, est le ressort qui permet de vivre pleinement l'engagement. Chrétiens, athées, libres penseurs, militants politiques ou non, impliqués parfois dans des luttes sociales²³, tous entendent vivre pleinement leur citoyenneté par cet engagement associatif fort ; la plupart ont une volonté de transformation de la société

²⁰ Joël M.-E. et Leclerc F., « Le bénévolat. Présentation du dossier », *Revue française des affaires sociales*, p. 5-10.

²¹ Compte rendu de la réunion publié dans le numéro 14 du bulletin *Hôtes en Alsace*, avril 1976 sous le titre « Journée de réflexion CLAPEST ».

²² Sur le processus de construction de l'identité dans le cadre associatif, voir Vermeersch S., « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole », *Revue française de sociologie*, 2004, vol. 45, n° 4, p. 681-710.

²³ Selon Pierre Greib, certains membres s'étaient investis au début des années 1970 dans les luttes sur le plateau du Larzac. Entretien du 4 juillet 2018

ainsi qu'un sens aigu de la solidarité, considérant que « demain sera [serait] meilleur et qu'il faut [fallait] y travailler »²⁴.

La dimension affective est par ailleurs un autre pan important de cette relation humaine subtile entre l'hôte et « l'accueilli », « l'accueillant » et son hôte²⁵. En effet, dans toute relation d'accueil, il convient de ne pas éluder la question inévitable de la perception de « l'accueilli » : comment celui-ci considère-il le militant bénévole qu'il rencontre ! L'auteur du compte rendu note :

Dans un premier temps, le « migrant » est fortement étonné de découvrir que le « bénévole » fournit un travail gratuit (= que le bénévole en est un !). Suit une période de dépendance ressentie par certains bénévoles comme un accaparement : le « migrant » fait systématiquement appel au « bénévole » même dans les cas où il pourrait se débrouiller seul, ce qui reproduit un mode de rapports paternalistes qu'on peut trouver dans certaines associations ²⁶.

Le militant est ainsi rapidement confronté aux limites même de son action. En dépit de ses intentions les plus louables, il ne peut se soustraire à la nature dissymétrique de son lien à l'accueilli²⁷ tandis que le caractère désintéressé de son engagement n'est pas toujours compris à bon escient par l'étranger. Ce sont cependant des écueils assumés que les journées de réflexion collective tentent d'aplanir.

Or cet engagement ne prend vraiment de sens que s'il est bénévole, c'est-à-dire désintéressé, ce qui permet d'accroître la liberté du militant, et partant, son efficacité²⁸. C'est le sens de la réflexion menée par Jacques Lacour, permanent du CLAPEST dans un article publié en juin 1976 qui présente le bénévolat non seulement comme une méthode d'action « où l'on peut créer une mentalité de travail et de respect mutuel » mais aussi comme un moyen de « renvoyer à la société une image qui n'est pas celle de la consommation, de la rentabilité²⁹ ». Ce désintéressement est donc, à ses yeux, consubstantiel à la nature même de l'engagement en

²⁴ Greib P., *op.cit.*

²⁵ Traïni Ch. (dir.), *Émotions...Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

²⁶ *Hôtes en Alsace*, 14, avril 1976, *op.cit.*

²⁷ L'hospitalité est fondamentalement asymétrique entre l'invitant et l'invité. Voir notamment Deleixhe M., « Démocratie et hospitalité », *Sociologies* [En ligne], Dossiers, Hospitalités. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts, mis en ligne le 13 mars 2018, consulté le 21 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/6857> ainsi que Bessone M., « Le vocabulaire de l'hospitalité est-il républicain ? », *Éthique publique* [En ligne], vol. 17, n° | 2015 URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/1745>.

²⁸ Caillé A. *et al.*, « Le don d'hospitalité. Quand recevoir c'est donner », *Revue du MAUSS*, n° 53, 2019.

²⁹ Lacour J., « Les bénévoles, ça sert à quoi ? », *Hôtes en Alsace*, 15, Juin 1976.

faveur des migrants. C'est qu'au-delà de l'accueil, il s'agit bien d'œuvrer pour un projet de société différent, loin des valeurs liées à l'individualisme et à la consommation de masse. « Nos organisations sont là pour faire échec à la situation angoissante de ceux qui arrivent dans un pays étranger. Il est donc important qu'elles puissent proposer un cadre qui soit différent de celui du travail qui renvoie souvent l'image d'une société oppressive et raciste³⁰ ».

Recrutés le plus souvent par bouche à oreille, par réseau d'interconnaissances professionnelles ou privées³¹, par l'intermédiaire ou non d'une structure existante, ils constituent donc une manne précieuse pour toutes les associations qui interviennent au contact des migrants et qui sont confrontées à une hausse continue et à une diversification inévitable de leurs activités. Du coup, il s'agit de réduire le risque d'essoufflement notamment parmi les plus engagés d'entre eux. Dans son éditorial du bulletin *Hôtes en Alsace*, publié en avril 1982, Jean Paul Igot déplore cette surcharge d'activités qui repose toujours sur les mêmes personnes, constatant ce « travail quotidien sur le terrain qui va croissant avec des démarches nouvelles de cours, soutien scolaire, action de sensibilisation de l'opinion... ». Cette situation entraîne selon lui une « pause incontestable dans l'action revendicative » et s'explique par « le manque de 'bras' [...], de militants disponibles pour telle ou telle action à court et à moyen terme qui s'impose³² ». En réalité, le CLAPEST ne fait là que se heurter aux difficultés inhérentes à toute association tributaire de l'engagement bénévole de ses membres et de la disponibilité qu'ils consentent à lui accorder.

Diversifier les missions pour répondre à des besoins nouveaux

Durant les années 1970, sous l'effet du regroupement familial, la composition sociologique de la population immigrée se transforme. La question des femmes suscite rapidement l'attention des associations. La plupart d'entre elles n'ont en effet pas accès au marché de l'emploi, ce qui les condamne à rester cantonnées dans leur foyer et dans leur quartier. Cet isolement les place sous la dépendance directe de leur mari. Or, leur non maîtrise de la langue française, le fait qu'elles se retrouvent du coup dans l'incapacité d'assumer socialement leur rôle de mère de

³⁰ *Ibidem*

³¹ Pierre Greib qui fut rédacteur en chef du bulletin *Hôtes en Alsace* entra en 1979 au CLAPEST par l'intermédiaire de son cousin Jean Marc Hoeffel avec qui il était investi dans les milieux d'éducation populaire. Il dut donc au préalable adhérer à une association, en l'occurrence « La Montée », qui se consacrait à l'alphabétisation. Entretien du 4 juillet 2018.

³² Igot J-P., « Editorial », *Hôtes en Alsace*, 52, avril 1982.

famille lorsqu'elles sont par exemple confrontées à des interlocuteurs inévitables comme les enseignants, aggrave leur vulnérabilité. Plus que jamais leur intégration est gage de leur émancipation. Dès 1973, des cours d'alphabétisation, encadrés par des monitrices, sont organisés spécialement à leur intention³³. Leur organisation s'avère cependant délicate : le déplacement des femmes loin du domicile n'est pas aisé. Il faut souvent l'autorisation du mari. Par ailleurs, les grossesses et les maladies des enfants nuisent à une fréquentation régulière. Pourtant, ces cours sont d'autant plus utiles qu'ils offrent souvent « la seule occasion pour ces femmes de rencontrer des françaises³⁴ ». Très vite d'ailleurs, on prend conscience qu'ils dépassent le simple cadre du travail linguistique. C'est en effet l'occasion de réfléchir et d'échanger sur des sujets aussi divers et essentiels que la condition féminine, la famille, la scolarité des enfants, la santé ou encore la sexualité. C'est pourquoi une commission « Femme immigrée » est créée en 1978, notamment pour mieux recenser les besoins, prospecter des lieux d'implantation de nouveaux cours ou de centres de rencontre. Il regroupe chaque samedi une vingtaine de femmes, monitrices, militantes d'association, femmes immigrées qui échangent autour de thèmes spécifiques, parfois avec le concours d'un(e) intervenant(e) extérieur(e)³⁵. La question des femmes est indubitablement liée à celle de leurs enfants, dont la clef de l'intégration passe par l'école. Dès le début des années 1970, des associations locales tentent, dans une grande improvisation, sans financement, ni locaux, d'organiser des temps d'animation et d'aide aux devoirs³⁶. Très vite, la scolarisation des enfants immigrés est considérée comme se trouvant « au cœur des problèmes de société³⁷ ». Le CLAPEST ne peut en effet cautionner un « échec scolaire massif qui démontre l'impuissance de la société d'accueil à faire une juste place aux communautés étrangères et vide de toute substance le discours officiel sur l'égalité des chances³⁸ ». Il est vrai que, sur le terrain, les militants ont constaté l'importance des problèmes psychologiques dus au déracinement des enfants, à leur isolement parmi les élèves français alors même que le handicap de la langue s'ajoute aux difficultés sociales et économiques de ces familles. « On parle beaucoup de la scolarisation des enfants de travailleurs migrants et l'on pourrait croire que, officiellement, l'on s'en occupe beaucoup. En réalité, ce que l'on fait est tout à fait insuffisant », déplore ainsi Paulette Lacoumette, de l'association

³³ AD67, Rapport d'activité 1973-1974.

³⁴ Bilan d'une année d'activité, *Hôtes en Alsace*, 31, février 1979.

³⁵ En 1981, le CLAPEST crée également un poste de permanent à mi-temps pour se consacrer à cette mission. Rapport d'activité 1980, *Hôtes en Alsace*, 45, juin 1981.

³⁶ Témoignage d'un militant du groupe d'Animation de la Meinau, *Hôtes en Alsace*, 15, juin 1976.

³⁷ Cuhe F.-X., « Editorial », *Hôtes en Alsace*, numéro spécial « scolarisation », octobre 1982.

³⁸ *Ibidem*.

Contact et Promotion, militante active au CLAPEST³⁹ qui regrette notamment l'absence de formation spécifique pour les enseignants, le désintérêt pour les écoles maternelles, le nombre trop réduit de classes d'initiation en primaire ou de classes dites d'adaptation au collège d'enseignement secondaire. « On peut aller jusqu'à se demander si la politique française actuelle est de faire une bonne scolarisation des enfants de migrants ou si elle n'est pas – au contraire – de faire de ces enfants des OS comme leurs pères⁴⁰ », accuse-t-elle. Pour beaucoup de membres, l'école perpétue en effet les injustices. Il en est de même pour l'enseignement secondaire, où l'insuffisance des moyens mis en place compromet l'efficacité des rares dispositifs existants et condamne de très nombreux élèves à l'échec scolaire. Ainsi, une militante du CLAPEST, par ailleurs enseignante, constate que les quatre classes d'adaptation existantes durant l'année 1976-1977, destinées aux adolescents étrangers sont non seulement trop peu nombreuses mais implantées souvent « à de grandes distances de certains quartiers à forte dominante d'habitats de travailleurs migrants », contraignant un grand nombre de familles à renoncer à y scolariser leurs enfants. Elle souligne en outre que, dans ces classes, « l'agressivité est latente, prête à éclater au moindre incident. L'agressivité est d'autant plus forte que la classe ressemble plus à un « ghetto » par l'absence de contacts extérieurs⁴¹ ».

À première vue, le regard porté sur l'école ne porte guère à l'optimisme. L'institution scolaire est en effet perçue comme le lieu qui révèle et accentue l'exclusion des enfants d'immigrés⁴². Mais ce constat doit être nuancé. Pour le comité, l'école est aussi le *seul* lieu possible qui puisse permettre leur promotion. La question scolaire devient donc non seulement une nécessité mais aussi une priorité. Cela passe par la recherche du plus grand nombre de partenaires, notamment au sein de l'institution scolaire elle-même. C'est dans cette perspective qu'à la suite d'un vote à l'Assemblée Générale au mois de juin 1977, une commission « *scolarisation* » est créée. Dès l'année scolaire 1977-1978, ses membres procèdent à des enquêtes systématiques sur le terrain tant auprès des enseignants, que des instituteurs étrangers, des parents d'élèves et même des consulats étrangers afin de prendre la mesure de la réalité scolaire des enfants migrants⁴³. En même temps, ils engagent des consultations auprès des associations de parents d'élèves⁴⁴, des syndicats enseignants⁴⁵, du Service Social d'Aide aux Emigrants (SSAE) ainsi que du Groupe

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *Ibidem*

⁴¹ Garçon A.-M., « Les classes d'adolescents étrangers », *Hôtes en Alsace*, 22, août 1977.

⁴² Bourdieu P. et Passeron J.-C., *La reproduction. Eléments d'une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minit, 1970.

⁴³ Cuhe F.-X., « *La seconde génération et l'école* », op.cit.

⁴⁴ Association des parents d'élèves Cornec (FCPE) ainsi que l'Association Autonome des Parents d'Elèves de l'Académie de Strasbourg. Le Conseil des Parents d'Elèves Espagnols du Bas-Rhin est également consulté.

⁴⁵ Le puissant Syndicat National des Instituteurs (FEN) ainsi que le SGEN (CFDT).

Médico-social d'aide aux Migrants. L'idée est « d'étudier en profondeur les difficultés qu'affrontent les enfants immigrés, les causes de leur échec scolaire, le dysfonctionnement de l'Education Nationale afin de proposer aux autorités académiques un plan global d'action⁴⁶ ». C'est ainsi qu'en juin 1978, la presse régionale se fait l'écho d'une rencontre avec l'Inspecteur d'Académie du Bas-Rhin⁴⁷. Celui-ci s'engage à mettre en œuvre plusieurs des propositions qui lui sont faites, comme le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants. Il donne en outre son accord de principe sur la création de groupes d'action psychopédagogique (GAPP) pour soutenir les enfants d'immigrés qui ont des difficultés même si – déjà à l'époque – ces bonnes dispositions ne manquent pas de se heurter aux contraintes budgétaires⁴⁸. De même, les autorités académiques acceptent la proposition de la commission de répartir les primo-arrivants dans des classes normales de l'enseignement primaire en les faisant prendre en charge plusieurs heures par semaine par un instituteur spécialisé plutôt que de les regrouper à part. Une autre question est également considérée comme primordiale : celle des relations entre l'école et les parents d'immigrés qui « ne comprennent souvent absolument rien au système scolaire français ou aux circulaires qui leur sont adressés⁴⁹ ». C'est ainsi que l'Inspecteur d'Académie autorise enfin la réalisation et la diffusion dès l'année suivante de plaquettes en plusieurs langues expliquant le fonctionnement de l'institution scolaire en France.

Dans les mois qui suivent, ce travail indéniable, efficace et médiatisé accroît la notoriété régionale du CLAPEST qui devient, tant par la vitalité de son tissu associatif qu'en son nom propre, un « promoteur d'actions⁵⁰ », s'imposant comme un interlocuteur indispensable des autorités locales et régionales ainsi qu'un partenaire précieux pour les centres socioculturels, les associations de parents d'élèves, le milieu scolaire. Des membres du CLAPEST se rendent en 1979 à l'Ecole Normale pour y rencontrer des élèves-enseignants et multiplient les contacts avec la Communauté Urbaine de Strasbourg pour notamment envisager un système de ramassage scolaire au bénéfice des enfants devant se rendre à des cours de langues d'origine en dehors de leur école⁵¹. Les associations membres intensifient leurs séances de rattrapage scolaire, notamment pour répondre à une demande croissante des familles ou des écoles elles-

⁴⁶ Cuche F.-X., « Editorial », *Hôtes en Alsace*, 29, novembre 1978.

⁴⁷ « Des mesures positives pour favoriser la scolarisation des enfants », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 2 juillet 1978 ; « Les associations mettent l'accent sur l'accueil des enfants », *l'Alsace*, 2 juillet 1978 ; « La scolarisation des enfants d'immigrés, un retard considérable », *Le Nouvel Alsacien*, 2 juillet 1978.

⁴⁸ En juillet 1978, M Chanut, Inspecteur d'Académie, s'engage à ne créer que deux postes sur les quinze demandés, « faute de crédits suffisants ».

⁴⁹ « Propositions élaborées par la commission scolarisation du Clapest », *Hôtes en Alsace*, 29, op.cit.

⁵⁰ L'expression est de Cuche F.-X., « 1977-1980, premier bilan », *Hôtes en Alsace*, 42, décembre 1980.

⁵¹ « Bilan d'une année d'activités », *Hôtes en Alsace*, 31, février 1979. Ce projet néanmoins s'enlise rapidement, faute de moyens budgétaires, *Hôtes en Alsace*, 39, juin 1980.

mêmes en dépit de leurs difficultés à recruter de nouveaux animateurs⁵². Des soirées d'information, des débats sont organisés.

Si des progrès sont réels, ils demeurent cependant trop lents aux yeux de beaucoup. Il faut dire que le CLAPEST se heurte, en dépit des bonnes volontés exprimées, à une relative inertie de l'institution scolaire. Ainsi, François-Xavier Cuche, dans le bilan qu'il rédige à la fin de l'année 1980, constate que les succès n'ont été obtenus que s'ils « n'impliquaient pas trop de création de poste » et regrette que certaines décisions se trouvent inappliquées du fait des réticences des directeurs d'école qui « ont refusé de distribuer les documents en langue étrangère⁵³ ». Quant à Paulette Lacoumette, une militante très engagée dans la commission, elle déplore la rareté des livres, des disques et des films dans les langues d'origine présents dans les écoles et le fait que les cours dispensés dans la langue d'origine ne soient pas assez intégrés au temps scolaire⁵⁴. Le travail est ainsi loin d'être achevé ! Pour les militants, les raisons profondes de l'échec scolaire de nombreux enfants de migrants n'ont pas été analysées à leur juste mesure :

[ils] échouent parce que leur vie partagée entre l'école, le quartier et la famille renferme des contradictions insupportables. L'entrée à l'école signifie d'abord une double rupture : une rupture avec le milieu social et géographique, une rupture avec la famille. Elle rend impossible à l'enfant immigré de se trouver une identité reconnue de tous et vivable⁵⁵.

À cet égard, la création des ZEP (Zones d'Education Prioritaires) par le Ministre de l'Education Nationale Alain Savary en 1981⁵⁶ est accueillie avec enthousiasme :

La mise en place des ZEP représente à nos yeux une décision d'une importance exceptionnelle [...]. Pour la première fois, les enfants défavorisés se voient offrir l'occasion d'entrer dans une école qui soit faite pour eux, avec eux et avec leurs parents et non contre eux ou sans eux⁵⁷.

⁵² 120 enfants sont ainsi pris en charge rien qu'à Strasbourg durant l'année scolaire 1978-1979, P. Lacoumette, « Commission Scolarisation », *Hôtes en Alsace*, 36, décembre 1979.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ Paulette Lacoumette, « Commission Scolarisation », op.cit.

⁵⁵ AD67, « Pour une amélioration de la scolarisation des enfants d'immigrés », *Hôtes en Alsace*, 52, août 1982. En 1984, le CLAPEST édite un « *guide du moniteur* », élaboré à partir d'un groupe de travail mis sur place l'année précédente, à l'attention des personnes qui encadrent le soutien et l'animation éducative périscolaire. Rapport d'activités 1983.

⁵⁶ Circulaire EN no 81-238 du 1er juillet 1981 relative à la création des zones d'éducation prioritaire, BO n° 27 du 9 juillet 1981. Voir Cogez B., « Mise en œuvre de la politique ZEP », *Observatoire des Zones Prioritaires*, Lyon, Centre Alain Savary, ENS-Lyon, Bulletin n° 9, 1996, [en ligne] <https://ozp.fr/spip.php?article6267> et Bourgarel A., 2013. « Trente ans de ZEP, une histoire à transmettre et à interroger », *Observatoire des Zones Prioritaires*, Lyon, Centre Alain Savary, 2013, ENS-Lyon, [en ligne] <https://www.ozp.fr/spip.php?article13152>.

⁵⁷ « Zone d'Education Prioritaire », *Hôtes en Alsace*, numéro spécial scolarisation, octobre 1982, op.cit.

On se félicite des allègements d'effectifs dans les classes ainsi que de l'accroissement des moyens qui en résultent. Aux yeux du CLAPEST, la nouveauté la plus intéressante est l'intégration accrue de l'école à son environnement « en associant à l'élaboration et à la réalisation du projet éducatif des personnes d'organismes extérieurs⁵⁸ », comme par exemple les associations. Peut-être, voit-on déjà, la première pierre d'une école interculturelle que de nombreux militants appellent de leurs vœux : « l'option fondamentale du CLAPEST est la priorité de la valorisation des cultures et des expériences de tous les enfants d'une classe et cela à partir des heures de cours dans toutes les disciplines⁵⁹ ». Une école qui reposerait sur un dialogue constant entre les différentes cultures mais qui impliquerait aussi une transformation profonde des mentalités des acteurs de terrain et nécessiterait un engagement durable de toute la communauté éducative. Au CLAPEST, au début des années 1980, on veut encore y croire.

Et pourtant le contexte est alors en train de changer. La lecture des éditoriaux du bulletin *Hôtes en Alsace* révèle la montée d'une inquiétude devant la multiplication de propos ou d'actes racistes de plus en plus assumés dans une partie de l'opinion publique. Certes, l'alternance politique de 1981 et les dispositions bienveillantes du nouveau pouvoir à l'égard de la question migratoire ont rassuré quelque peu même si les déceptions sont inévitables⁶⁰. La prise de conscience à l'occasion des élections municipales de mars 1983 et d'autres élections partielles que la question migratoire devient un enjeu de polémique électorale « permettant de refaire surface au sinistre visage de l'extrême droite xénophobe et raciste défendant les “honnêtes gens” »⁶¹ suscite l'inquiétude. Mais au CLAPEST, on refuse de se résigner. Il est vrai que sa contribution importante dans la réussite de la Marche pour l'Égalité en novembre 1983 dans son étape strasbourgeoise consacre alors son statut d'interlocuteur privilégié des autorités locales en Alsace, ainsi qu'aux yeux de l'opinion publique régionale⁶² : « Les marcheurs ont

⁵⁸ Cuche F.-X.: « Zone d'Éducation Prioritaire », *Hôtes en Alsace*, numéro spécial scolarisation, op.cit.

⁵⁹ Ibidem. Le mot souligné l'est aussi dans l'original.

⁶⁰ Editoriaux respectifs de Igot J.-P. et de Cuche F.-X., *Hôtes en Alsace*, 48 et 49, décembre 1981, février 1982

⁶¹ Editorial de Greib P., *Hôtes en Alsace*, 59, novembre 1983

⁶² L'étape strasbourgeoise des marcheurs partis de Marseille le 15 octobre précédent, est un succès populaire, marqué par des défilés, un rassemblement festif sur la place Kléber en présence de la secrétaire d'Etat à la Famille, à la Population et aux Travailleurs immigrés, Georgina Dufoux, des débats, des fêtes de quartier, des concerts ainsi qu'une réception au Conseil de l'Europe. Le Clapest s'est alors surtout investi dans la logistique : animation de réunions, impression de tracts en plusieurs langues, motions de soutien, contacts avec les organisations et associations locales, réservations de salles, liens avec la presse. Dans les semaines qui suivent, des réunions publiques sont organisées avec la municipalité strasbourgeoise pour faire avancer les dossiers locaux. Pierre Greib, « Le Clapest et la marche pour l'égalité à Strasbourg », in *Le Clapt's : feuille de liaison des associations du Clapest*, 1995, 160 + Entretien du 4 juillet 2018.

réussi à faire avancer un peu les choses en créant autour d'eux un mouvement, une étincelle (...). Cette dynamique peut et doit garder sa vitesse. Nous, au CLAPEST, essayerons à l'entretenir avec passion », peut ainsi écrire Pierre Greib dans son éditorial du bulletin de l'association en janvier 1984⁶³. En dépit des inquiétudes, l'optimisme est alors de rigueur tel un carburant précieux pour agir.

De 1970 à 1983 et dans les années qui ont suivi⁶⁴, le CLAPEST a pu compter sur le dynamisme de son réseau associatif parce qu'il était riche de tous ses bénévoles prêts à servir une cause qu'ils estimaient suffisamment noble pour y consacrer une partie de leur temps libre. Ce sont eux, les petites mains de l'accueil, dont il convient de rappeler le caractère systémique de toute politique, reposant tout à la fois sur l'alphabétisation, l'intégration des femmes, la scolarisation des enfants ou encore la lutte contre les logements indignes dont il n'a pas été question dans cette étude. Ce sont eux, ces militants souvent anonymes, qui ont fait le choix d'agir en société pour la promotion et l'émancipation des travailleurs étrangers et de leurs familles, et qui, en donnant du sens à leur engagement citoyen, ont ainsi pu affirmer publiquement leur dignité d'accueillant.

⁶³ Greib P., *Hôtes en Alsace*, 60, janvier 1984, repris in extenso dans *Le Clapt's*, 1995, 160, *op.cit.*

⁶⁴ Le CLAPEST a cessé ses activités en 2012, « Clap de fin au CLAPEST », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 19 janvier 2012